

**Assemblée générale**

Distr. générale
1 août 2013
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 18 b) de l'ordre du jour

**Questions de politique macroéconomique :
système financier international et développement****Lettre datée du 29 juillet 2013, adressée au Secrétaire
général par le Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de Singapour
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Au nom du Groupe pour la gouvernance mondiale composé des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ci-après : Bahamas, Bahreïn, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Chili, Costa Rica, Émirats arabes unis, Finlande, Guatemala, Jamaïque, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovénie, Suisse, Uruguay et Viet Nam, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la communication intitulée « Contribution au Groupe pour la gouvernance mondiale du Groupe des Vingt sur le développement pour tous » (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, au titre du point 18 b) de l'ordre du jour.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Mark Neo



**Annexe à la lettre datée du 29 juillet 2013 adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente de Singapour
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Contribution du Groupe pour la gouvernance mondiale
au Groupe des Vingt sur le développement pour tous**

1. Le Groupe pour la gouvernance mondiale^a prend note des huit grands domaines du programme de travail du Groupe des Vingt, placé sous la présidence de la Fédération de Russie, et tient à formuler des observations sur la question du « développement pour tous ».
2. Le Groupe pour la gouvernance mondiale souligne qu'il importe de disposer d'un système multilatéral efficace, ouvert et transparent garantissant que la voix de chaque pays est entendue. Il fait remarquer que les objectifs du Millénaire pour le développement sont devenus un cadre de référence pour mener avec succès une action coordonnée et qu'ils ont généré d'importants gains de développement. La date limite de réalisation des objectifs, fixée en 2015, approchant à grands pas, un nouveau cadre mondial en faveur du développement durable doit être établi pour l'après-2015. Il est fondamental que tous les pays puissent participer à son élaboration. Plusieurs mécanismes ont été lancés, y compris celui du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable.
3. Le Groupe pour la gouvernance mondiale tient à souligner que les débats sur un nouveau cadre mondial devront bientôt être intégrés dans un processus intergouvernemental unique au sein de l'Organisation des Nations Unies, qui est le seul organe mondial à composition universelle dont la légitimité est incontestée et qui devrait décider en dernier ressort de la forme de ce processus. Des groupes informels tels que le Groupe des Vingt peuvent jouer un grand rôle à cet égard, tout en continuant de respecter les mandats de l'ONU et des institutions apparentées.
4. Le Groupe pour la gouvernance mondiale est d'avis que si l'on veut garantir son application pratique et un suivi constant, le programme de développement pour l'après-2015 devrait être axé sur l'élimination de la pauvreté et le développement durable et prévoir une seule série d'objectifs bien définis. Le Groupe préconise une démarche axée sur les résultats qui se fonde sur les exemples de réussite des objectifs du Millénaire pour le développement et renouvelle son engagement à atteindre les objectifs restants, en les affinant. Le nouvel ensemble d'objectifs de développement durable devrait être plus ambitieux et contribuer à l'intégration et à la mise en œuvre des trois dimensions – sociale, économique et environnementale – du développement durable.
5. Du point de vue de l'ONU, le commerce, les finances et les partenariats mondiaux sont d'importantes questions débattues par le Groupe des Vingt qui sont essentielles pour la bonne exécution du programme de développement et, en

^a Composé des États Membres suivants de l'Organisation des Nations Unies : Bahamas, Bahreïn, Barbade, Botswana, Brunéi Darussalam, Chili, Costa Rica, Émirats arabes unis, Finlande, Guatemala, Jamaïque, Koweït, Liechtenstein, Luxembourg, Malaisie, Monaco, Monténégro, Nouvelle-Zélande, Panama, Pérou, Philippines, Qatar, Rwanda, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Suisse, Uruguay et Viet Nam.

particulier, la réalisation de l'objectif primordial d'élimination de la pauvreté. Le Groupe pour la gouvernance mondiale salue les efforts accomplis par le Groupe des Vingt pour harmoniser sa stratégie avec les activités des Nations Unies en cours.

6. Selon le Groupe pour la gouvernance mondiale, un système commercial multilatéral universel, réglementé, ouvert, non discriminatoire et équitable placé sous les auspices de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est la clef du développement. Le Programme de Doha pour le développement établi par l'OMC aurait dû être réalisé il y a longtemps. Le Groupe demande à nouveau au Groupe des Vingt de renouveler son engagement politique et de prendre d'urgence des mesures pour accélérer les choses. L'exécution du Programme de Doha pour le développement renforcera le rôle joué par le commerce en tant que moteur de la croissance et du développement.

7. À sa réunion de mai, le Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable a réfléchi à la sécurité alimentaire et à l'agriculture durable, et de nombreuses mesures d'action ont été formulées, y compris des moyens d'améliorer la productivité agricole et d'éliminer les subventions qui déforment les marchés. Le Groupe rappelle que la sécurité alimentaire et la volatilité des prix des produits alimentaires figuraient au programme du Groupe des Vingt en 2011, que les Ministres de l'agriculture se sont réunis en 2012 et qu'ils sont favorables à la tenue d'une réunion sur ces questions en 2014, compte tenu du rôle joué par la sécurité alimentaire et l'agriculture dans le développement pour tous.

8. Le Groupe pour la gouvernance mondiale reconnaît que le Groupe des Vingt a un rôle à jouer pour ce qui est d'encourager le respect des engagements relatifs à l'aide publique au développement, y compris ceux pris par de nombreux pays développés de remplir l'objectif d'allouer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement destinée aux pays en développement d'ici à 2015 et entre 0,15 et 0,20 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement destinée aux pays les moins avancés. Il reconnaît également l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour trouver les ressources supplémentaires fort nécessaires à la mise en œuvre des programmes de développement.

9. Le Groupe pour la gouvernance mondiale estime qu'il faut continuer d'aider les pays en développement à exécuter les stratégies et les programmes de réalisation du développement durable et des objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015 et de promouvoir en particulier la coopération internationale de manière à ce qu'elle puisse répondre aux différents besoins et priorités de développement des pays. L'innovation, la technologie et l'investissement jouent également un rôle important. Les pays en développement doivent donc avoir accès à des technologies appropriées et disposer de moyens de renforcer leurs capacités.

10. Le Groupe pour la gouvernance mondiale prend note de l'engagement déjà souscrit par le Groupe des Vingt en faveur du développement pour tous et souligne l'importance de le respecter. Il salue l'action menée par le Groupe des Vingt pour faire face aux problèmes posés par le développement durable et sa volonté de collaborer avec les pays à faible revenu en faveur de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Il rappelle également qu'à Los Cabos (Mexique), le Groupe des Vingt a créé un mécanisme d'évaluation et de justification des activités qu'il mène dans le domaine du développement et que, cette année, il analysera les engagements collectifs et procédera à des évaluations approfondies de

l'exécution de nombre d'entre eux dans chaque domaine, de façon à évaluer l'impact de ses activités. Le Groupe pour la gouvernance mondiale se félicite de cette initiative.

11. Dans sa contribution de 2012, le Groupe a rappelé l'engagement pris par le Groupe des Vingt en 2009 d'éliminer progressivement les subventions en faveur des combustibles fossiles qui ne contribuent pas à l'efficacité énergétique, ce qui pourrait avoir des effets positifs sur le développement en libérant des ressources tout en garantissant un appui ciblé pour les pauvres. Il prend note des mesures prises pour établir, sur la base du volontariat, un mécanisme d'évaluation de cet engagement par les pairs. Il encourage les membres du Groupe des Vingt à veiller à y participer largement, y compris en profitant des compétences spécialisées d'autres pays et d'experts internationaux dans le domaine des combustibles fossiles et des réformes en la matière, selon les besoins; à donner plus d'informations sur les taxes sur le combustible, les allégements fiscaux et d'autres subventions y relatives; et à divulguer, en tout ou partie, les rapports d'évaluation par les pairs, de manière à faire partager les expériences avec un plus grand nombre de pays.
